

Compte Rendu de la Réunion du Grand Débat National Tenue à Paulhac 31380 (15 Février 2019)

Sur initiative citoyenne, fortement encouragée par le Maire lors de la cérémonie des vœux 2019 de la Commune de Paulhac, une réunion publique du Grand Débat National s'est tenue dans notre Salle des Fêtes organisée par Jean-Christophe Thibaud et Jacques Vonthron, tous deux Paulhacois.

Une vingtaine de citoyens et citoyennes de 25 à 90 ans y ont participé. Le nombre restreint de participants (malgré une publicité toutes boîtes) a permis un échange direct et détaillé pour tout un chacun. La qualité des échanges n'a pas été obérée par le nombre de participants, bien au contraire.

La réunion d'une durée de 3 heures (de 19h30 à 22h30) a permis grâce à une méthode innovante de prise de paroles d'aborder toutes les facettes, selon le souhait des participants, sur les 4 thématiques du Grand Débat National.

Les propositions retenues pour chacun des 4 thèmes l'ont été par consensus de l'ensemble des participants, c'est à dire que l'adhésion de chaque participant n'a pas été requise pour chacune des pistes mais que notre groupe de citoyens valide ce paquet de propositions dans son ensemble.

Le détail des propositions retenues est repris dans chacun des comptes rendus détaillés.

En résumé & dans le court laps de temps de cette soirée l'on peut dire que notre réunion a retenu quelques unes des propositions suivantes (liste non exhaustive) :

-Démocratie et Citoyenneté : création de conseils citoyens au niveau local et national, vote obligatoire, un seul mandat présidentiel de 7 ans, respect du droit d'asile, immigration choisie,

-Transition écologique : aide aux agriculteurs pour la transition, limitation des déchets, suppression obsolescence programmée, imposer ferroutage, réserver voies pour covoiturage et transports en commun, ...

-Fiscalité : rétablir ISF en fonction de son origine, augmenter taxes héritage, harmoniser fiscalité européenne, diminuer train de vie de l'état, retarder âge retraite,

-Services Publics : complexité structures administratives, on ne sait plus qui fait quoi, utilisation du numérique contraignante pour certains, développer relations entre citoyens et services publics, fragmentation des rôles entre les différentes strates administratives, créer lieux d'écoute où les avis soient entendus,

Tout le monde a pu s'exprimer en détails & la qualité des échanges a été magnifiée par le nombre limité de participants, mais aussi par la technique de prise de parole dynamique choisie. Les 4 hôtes de table en somme des animateurs ont aidé à la concrétisation des propositions.

La réunion du Grand Débat à Paulhac n'aurait pas pu voir le jour sans l'implication logistique souriante de la Mairie (Merci Magalie) et sans la mise à disposition de la Salle par la Pétanque Paulhacoise malgré un grand événement festif et sportif (Merci Didier).

En conclusion, cette expérience de dialogue participatif a unanimement été appréciée par le groupe qui en a suggéré un prolongement au niveau communal pour dynamiser ou redynamiser l'implication des citoyens sur différents thèmes participatifs comme l'Agenda 21 ou le Budget Participatif, ou

La balle est dans le camp de notre Équipe Municipale !

Démocratie et Citoyenneté

1) Participation citoyenne :

- Recours au référendum d'initiative citoyenne au niveau national et local

Pour une meilleure implication des citoyens dans la vie politique, avec toutefois le risque d'une déresponsabilisation des élus et de questions trop complexes.

- Création de Conseils de citoyens au niveau local et national

(Le citoyen ne se contente plus de voter à intervalles réguliers, mais exerce un droit de contrôle entre deux élections)

- Éducation citoyenne dès l'école pour inciter la participation à la vie politique et chose publique
- Rendre le vote obligatoire

2) Nos institutions :

- Revoir la constitution : vers une 6ème république. Revoir la concomitance du scrutin présidentiel et des élections législatives
- Élections du Président : un seul mandat de 7 ans sous le contrôle d'une assemblée de citoyens avec pouvoir de révocation
- Certains se prononcent pour un scrutin à choix multiples

3) Immigration :

- Respect des obligations du droit d'asile
- Immigration choisie
- Accueil décentralisé avec prise en charge de la communauté de citoyens soutenue par les élus et institutions locales
- Renforcement d'une politique de développement équitable.

Transition écologique

Trois grandes lignes ont été retenues

1) La Biodiversité

- Afin de repeupler la faune de nos campagnes, oiseaux, insectes, petits rongeurs, etc... Il faudrait planter des haies vives pour remplacer celles qui ont été détruites il y a quelques décennies lors du remembrement
- Limiter les abattages dans nos forêts
- Aider les agriculteurs à effectuer leur transition écologique

2) Gestions des déchets

- Pour pouvoir limiter les déchets plastic, favoriser les ventes en vrac avec des contenants réutilisables
- Lutter contre les emballages coques et superflus, et qui en plus diminuerait le coût à l'achat pour le consommateur
- Supprimer l'obsolescence programmée qui nourrit la surconsommation ainsi que la surproduction, d'où elle participe à l'accroissement des déchets, l'intensification de la pollution ainsi que l'augmentation du gaspillage des matières premières et d'énergie

3) Transport en communs

- Remettre en service certaines lignes SNCF
- Valoriser les lignes de bus en campagne
- Imposer le ferroutage, en s'inspirant de nos voisins Suisses
- Sur les roclades des grandes et moyennes agglomérations, prévoir une voie réservée pour le covoiturage et les bus (plus de fluidité)

Fiscalité

1) Impôts et taxes

Rétablir l'ISF avec une pondération en fonction de l'origine de la fortune imposée ;

Supprimer les niches et avantages fiscaux qui profitent souvent les plus fortunés ;

Etablir une échelle plus précise de la fiscalité en fonction de critères plus nombreux ;

Revoir le système d'évaluation des foyers familiaux ;

Harmoniser les politiques fiscales européennes pour éviter les paradis fiscaux ;

Faire contrôler les banques par l'Etat et l'Europe ;

Assujettir l'ensemble des Français à l'impôt même si la participation des plus démunis n'est que symbolique ;

Fiscaliser les aides sociales ;

Augmenter les taxes sur l'héritage ;

Imposer les sociétés qui ont leurs sièges sociaux à l'étranger sur le CA réalisé en France ;

Abaisser le taux de TVA sur les produits de première nécessité.

2) **Dépenses publiques**

Diminuer le train de vie de l'Etat ;

Faire un audit des dépenses de structure, des salaires, primes et défraiements des élus et hauts fonctionnaires ;

Retarder l'âge de la retraite ;

Supprimer le caractère universel de la CAF ;

Contrôler plus précisément les aides spécifiques (par exemple : aides aux jeunes étudiants pour l'achat de livres).

Services publics et organisation de l'état

1) **Services Publics**

- Méconnaissance : Qu'est-ce qu'un service public, qui est service public ?

A priori c'est un bien qui appartient à tous et qui rend service à tous. Ce n'est plus vrai aujourd'hui ;

- Complexité : cette complexité est mise en avant au regard :

- du trop grand nombre de structures existantes, trop d'échelons

- des règles changeantes entre administrations ayant le même rôle ou entre 2 entités géographiquement éloignées

- complexité augmentée par la démocratisation du numérique qui rend l'accès trop contraignant voire impossible (personnes âgées, démunies, ...)

• Moyens :

- trop de privatisations et du coup l'argent n'est plus reversé pour le fonctionnement du public mais vers les actionnaires ;

- la volonté de suppression de la dette publique entraîne la suppression des emplois et donc les services manquent de moyens humains. Cela touche tous les domaines (santé, éducation, sécurité...)

- Les produits de consommation courantes deviennent trop chers ;

- Les gens se sentent abandonnés. On ne sait plus qui fait quoi & à quel prix ;

Action proposée :

Développer la relation H&F et Services Publics en créant des PÔLES RELAIS au plus proche des gens, au plus près de la ruralité.

2) Organisation de l'état

Trop d'interlocuteurs ce qui amène à une fragmentation des rôles (commune, département, région) :

- Trop d'échelons ;

- Pas assez d'écoute ;

- Qui fait quoi ;

Action proposée :

Redéfinir les structures de l'État en les simplifiant et créer des lieux d'écoute, calés sur le principe des pôles relais, où les avis seront entendus et pris en considération.